

Revue des Sciences Humaines

RIVAGES

Revue scientifique à comité de lecture



N° 2 - 2017

RIVAGES

Revue scientifique à comité de lecture

N° 2-2017

Revue semestrielle, scientifique à comité de lecture, éditée par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Cadi Ayyad – Marrakech - Maroc

Directeur

Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines par intérim

Abderrahim BENALI

Coordination générale

Jamal RACHAK

Comité Scientifique

GRAVARI BARBAS Maria, IREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, **ELLOUMI Mohamed**, INRAT, Tunisie, **LAOUINA Abdellah**, CERGéo, Université Mohamed V Rabat, **DEBARBIEUX Bernard**, Université de Genève, Suisse, **NAVARRO PALAZON Julio**, Escuela de Estudios Arabes des Granada, CSIC, Espagne, **SKOUNTI Ahmed**, Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, Rabat, **GIRAUT Frédéric**, Département de Géographie, Université de Genève, Suisse, **HERNANDEZ ARMENTEROS Salvador**, Universidad de Granada, Espagne, **BOUBRIK Rahal**, Département de Sociologie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V de Rabat, **TOZY Mohamed**, UMRVIP et Sciences po, Aix en Provence, France, **PULVAR Olivier**, Université Antilles-Guyane, Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe – CNRS UMR 8053, **HILLALI Mimoun**, Institut Supérieur International de Tourisme, Tanger, Maroc, **PERALDI Michel**, directeur de recherche au CNRS et Centre Jacques Berque pour le développement des Sciences Sociales à Rabat (Maroc), **BOUMAZA Nadir**, Université Pierre MENDES France- Grenoble 2, **LANDEL Pierre – Antoine**, CERMOSEM, UJF, Mirabel – France, **PECQUEUR Bernard**, Institut de Géographie Alpine, PACTE (UMR CNRS 5194 – Université J. Fourier, Grenoble – France), **GEOFFROY Marc**, CNRS (Paris - France).

Comité de Rédaction :

Abdellah ELQUORTOBI - Abderrahim BENALI - Jamal RACHAK - Khadija ZAHY- Mohamed MOUHOU - Mohamed RABITATEDDINE - Mustapha LAARISSA- Said BOUJROUF -Tourya BOURKANE.

Adresse

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, B.P. 3737

Amerchich – Marrakech 40000 Maroc

Site web. <http://www.flm.uca.ma.ac> - Email : revueflm@gmail.com

Tél. 00212524302742 - Fax 00212524302039

Dépôt Légal : 2018PE0010

ISSN : 2605-6410

Le tableau en couverture est de l'artiste peintre Mahi Binebine.

Les contenus des textes publiés dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

En termes très simples qui restituent très approximativement ce qui se passe dans les faits¹, le journaliste qui se réveille le matin pour aller à son bureau dans son entreprise de presse, allume son ordinateur et commence à réfléchir sur la manière d'écrire son papier sur lequel il s'est engagé lui-même la veille ou cette même matinée lors de la réunion de rédaction, ou via son chef de rubrique. La première des choses à laquelle il procède est de mener une petite réflexion sur les contacts qu'il peut mobiliser pour avoir de l'info. Il cherche alors dans son répertoire des numéros de téléphones d'éventuels informateurs. Suite à quoi, il démarre ses appels et prend notes de ce que l'on veut bien lui « filer ». En fonction de ce qu'il a entre les mains comme informations et données, il élabore son article. À vouloir dire par là que le journaliste dépend des sources pour honorer son engagement exprimé, lors de la réunion de rédaction, vis-à-vis de ses chefs (chef de rubrique, rédacteur en chef, directeur de rédaction et directeur de publication), et il en dépend également quand à la qualité des infos qui déterminent la qualité de son papier, qui déterminent, en boucle et de façon circulaire, son efficience.

Dans les lignes qui suivent nous voulons examiner en profondeur le rapport journaliste/source² et qu'une observation des faits laisse accréditer l'hypothèse d'une dépendance univoque envers « les informateurs ». Pour ce faire, nous avons menés des entretiens avec des journalistes afin de recueillir leurs analyses et commentaires sur cinq axes:

- 1) Les ressources pour rédiger un article
- 2) La place des sources
- 3) La gestion du rapport sources/journalistes
- 4) La dépendance envers les sources et sa minimisation
- 5) L'insatisfaction des sources et le droit de réponse

¹ Cette démarche contraste avec celle qu'a retenue Belkacem Mostefaoui qui a préféré extrapoler les conditions du travail du journaliste en Tunisie, au Maroc et en Algérie à partir d'une relecture des textes juridique, et y entrevoit des barrières à l'autonomie et à la professionnalisation du métier. Ce qui est notre sens réducteur: d'abord le régime juridique (le permis et l'interdit) souligne toujours ce qui devrait être et non ce qui est. Ensuite, qu'il que soit la finesse des lois et codes, il y aura toujours des aspects de la réalité qui échappent à leur empire (Mostefaoui, 1992:57-59). Autre chose, il ressort de l'analyse que sans la possibilité de critiquer l'institution monarchique, le journalisme au Maroc ne peut espérer ni à l'autonomie, ni à la professionnalisation dans le Royaume chérifien !

² Nous acceptons volontiers la critique de Schlesinger et al: « si nous nous en tenons aux récits des journalistes à propos de leurs relations avec les sources d'information, notre vision se bornera pour l'essentiel au contenu de la stratégie d'information mise en œuvre par le média » (op. cit.: 87). A noter que dans notre cas, nous avons inclus également dans notre échantillon les sources.

Le métier du journaliste, un bricolage à dosage variable

Ali JAAFARY

Université Cadi AYYAD-Marrakech

ملخص:

نطرح في هذه المساهمة سؤالاً بسيطاً: ماهي صيغة الفعل التي يتبناها الصحفي لكي يلتزم طريقاً ما بين إكراهات الديونتولوجيا، ثقل السلطة الهرمية بالمؤسسة الصحفية و إرضاء مصادر هبغية الحفاظ عليها ؟ في واقع الأمر، ينتهج الصحفي براجماتية تلتزم توازناً صعباً ما بين الديونتولوجيا و التواطؤ. هدفه من ذلك تحقيق الإنتاجية و الحفاظ على مصادر الخبر.

كلمات مفتاح: صحفي، مصادر، ديونتولوجيا، تبعية، استراتيجية.

Le rapport entre le journaliste et les sources n'est ni gratuit ni monotone. Il n'est pas gratuit par le simple fait que la source tantôt file l'info, tantôt la retient, parfois même la communique à la concurrence¹. Il n'est pas, non plus, monotone car fait des hauts et des bas que recèle toute relation investie de par le temps par la « coopération conflictuelle » (Friedberg, 1997: 134-140). Qui a besoin de l'autre - si la question peut-être posée dans ces termes - ? À vrai dire, le monde politico-économique a besoin de la presse pour se faire connaître et le monde des journalistes a besoin du premier pour avoir du travail. Le premier a donc déjà sa matière de production qu'il puise sous d'autres cieux et sur d'autres terrains et n'a besoin des médias que pour s'arroger une visibilité, écouler des stratégies et livrer des combats. Le second par contre dépend du premier pour avoir même sa matière première et sa raison d'être. Dès la ligne de départ, le journaliste et la source ne sont pas rassurés de l'égalité du potentiel.

Ali Jafry, Faculté des lettres et Sciences Humaines, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc ; Gsm: +212662246117 ; Mail: alijafryali@gmail.com

¹ Au-delà de cette fonction des sources de communiquer l'information, Hall les couvrent de la qualité des « premiers définisseurs des thèmes » dont la définition s'imposera mêmes aux contre-définitions. (Hall, 1978: 58).

En termes très simples qui restituent très approximativement ce qui se passe dans les faits¹, le journaliste qui se réveille le matin pour aller à son bureau dans son entreprise de presse, allume son ordinateur et commence à réfléchir sur la manière d'écrire son papier sur lequel il s'est engagé lui-même la veille ou cette même matinée lors de la réunion de rédaction, ou via son chef de rubrique. La première des choses à laquelle il procède est de mener une petite réflexion sur les contacts qu'il peut mobiliser pour avoir de l'info. Il cherche alors dans son répertoire des numéros de téléphones d'éventuels informateurs. Suite à quoi, il démarre ses appels et prend notes de ce que l'on veut bien lui « filer ». En fonction de ce qu'il a entre les mains comme informations et données, il élabore son article. À vouloir dire par là que le journaliste dépend des sources pour honorer son engagement exprimé, lors de la réunion de rédaction, vis-à-vis de ses chefs (chef de rubrique, rédacteur en chef, directeur de rédaction et directeur de publication), et il en dépend également quand à la qualité des infos qui déterminent la qualité de son papier, qui déterminent, en boucle et de façon circulaire, son efficience.

Dans les lignes qui suivent nous voulons examiner en profondeur le rapport journaliste/source² et qu'une observation des faits laisse accréditer l'hypothèse d'une dépendance univoque envers « les informateurs ». Pour ce faire, nous avons menés des entretiens avec des journalistes afin de recueillir leurs analyses et commentaires sur cinq axes:

- 1) Les ressources pour rédiger un article
- 2) La place des sources
- 3) La gestion du rapport sources/journalistes
- 4) La dépendance envers les sources et sa minimisation
- 5) L'insatisfaction des sources et le droit de réponse

¹ Cette démarche contraste avec celle qu'a retenue Belkacem Mostefaoui qui a préféré extrapoler les conditions du travail du journaliste en Tunisie, au Maroc et en Algérie à partir d'une relecture des textes juridique, et y entrevoit des barrières à l'autonomie et à la professionnalisation du métier. Ce qui est notre sens réducteur: d'abord le régime juridique (le permis et l'interdit) souligne toujours ce qui devrait être et non ce qui est. Ensuite, qu'il que soit la finesse des lois et codes, il y aura toujours des aspects de la réalité qui échappent à leur empire (Mostefaoui, 1992:57-59). Autre chose, il ressort de l'analyse que sans la possibilité de critiquer l'institution monarchique, le journalisme au Maroc ne peut espérer ni à l'autonomie, ni à la professionnalisation dans le Royaume chérifien !

² Nous acceptons volontiers la critique de Schlesinger et al: « si nous nous en tenons aux récits des journalistes à propos de leurs relations avec les sources d'information, notre vision se bornera pour l'essentiel au contenu de la stratégie d'information mise en œuvre par le média » (op. cit.: 87). A noter que dans notre cas, nous avons inclus également dans notre échantillon les sources.

Envers les sources, les axes d'entretien sont:

- 1) La satisfaction des demandes d'infos des journalistes
- 2) Le suivi d'articles publiés et satisfaction
- 3) Reproches et critiques envers les articles
- 4) Rupture de la relation et droit de réponse

Notre hypothèse de départ privilégie une certaine préférence des journalistes pour des sources écrites au détriment des sources orales. Mais avec notre échantillon composé de journalistes évoluant dans des quotidiens, l'hypothèse était infirmée. Elle aurait été plus plausible pour les hebdomadaires et les mensuels. En ce qui concerne le rapport avec les sources, l'hypothèse de la dépendance se confirme mais pas totalement, les professionnels de l'info s'essaient à des stratégies de minimisation via le contournement, l'interchangeabilité et le « matraquage ».

Quoi qu'il en soit, aussi bien le journaliste que la source veulent éviter le pire: la rupture de la relation. Ils avancent alors sur le terrain de la négociation espérant trouver un *modus vivendi*.

La pression du système dicte la manière

Les journalistes de la presse quotidienne préfèrent les sources orales beaucoup plus que les sources écrites, le *vive-voix* sur le contact par le truchement de l'écrit. Les raisons: le journaliste tenu à « pendre » un papier le jour même et n'ayant pas le loisir d'attendre des réponses écrites, qui, si elles tardent à l'approvisionnement, il se trouvera sans matière et s'exposera alors à la critique des chefs. Il sera sujet en plus à l'obligation de trouver un papier de rechange ; de quoi remplir l'espace qui lui est été réservé et sur lequel il s'est engagé. L'autre raison est que le journaliste, à l'occasion de l'interaction verbale, peut relancer sa source sur des détails, des explicitations et des compléments d'information et peut même dénicher des sujets qui enrichissent son carnet de propositions. Tout compte fait, l'écrit ne permet pas une relance *hic et nunc*. Et l'on ne peut relancer, dans le cas des échanges écrits journaliste/source, avec une certaine aisance que lorsque la dimension temps ne nous étouffe pas comme dans un quotidien. L'écrit s'accommode plus pratiquement avec les hebdomadaires et surtout les mensuels. Le journaliste a le temps de bien penser ses questions, les envoyer par mail et recevoir des réponses, de les lire et de repenser sa relance et la renvoyer à sa source. Ce va-et-vient n'est pas à sa portée dans un quotidien où le mot d'ordre est bel et bien l'urgence et la pression-temps (Mercier, 2009: 7-41).

Le contact téléphonique ou le rendez-vous, tous deux sources orales, constitue donc la préférence du journaliste évoluant dans un quotidien. Ils rassurent le journaliste qu'il aura de quoi mettre « sous la dent » au lieu de se risquer des questions écrites qui le mettra dans un attentisme stressant dont l'issue est imprévisible. L'écrit, que ce soit sous forme de communiqués ou de dossiers de presse, présente aussi l'inconvénient pour le premier d'exposer le journaliste au risque de produire un article techniquement en dessous du standard promis et qualitativement en deçà du niveau exigé ; et à plus effort en quête de l'information complémentaires afin de rehausser la qualité et d'atteindre le volume exigé par la maquette du journal. L'instantanée lui garantit une production, en tant que facteur de travail, qui frôle le machinisme taylorien (Taylor, 1957) dans un système oppressant au double point de vue: offrir une prestation « complète » et dans un intervalle de temps bien circonscrit par les délais du bouclage.

L'oppression vient du fait que le journaliste n'a pas la maîtrise du facteur temps, ni des sources. Il ne sait pas à l'avance s'il allait joindre ses sources et s'il les joint, il n'a pas la certitude d'être répondu¹ et s'il reçoit des réponses, il n'est pas si sûr si la matière à recevoir allait répondre à son besoin d'information. Cette chaîne d'incertitude (Crozier, 1977: 64-84 ; Friedberg, 1997: 121-140) met à mal le professionnel de l'info. Il aurait pu être plus à l'aise dans le cas où il peut meubler sa proposition d'article de ce que l'on peut bien lui écouler. Mais il n'a pas ce loisir, les entreprises de presse sont capitalistes et logées dans un environnement compétitivement féroce et développent une « mise en esclavage » et une « aliénation bureaucratique » (Crozier, 1964: 5 ; Spire, 1983: 116) pareille aux firmes industrielles et de services, à la faveur d'un système hiérarchique ordonnant, contrôlant, évaluant et gratifiant. Seuls les journalistes de la presse partisane échappent relativement aux conditions de production capitaliste. Cette

¹ Les chargés de communication des entreprises et des administrations, menus de toutes les volontés du monde, peuvent ne pas être en mesure de « dépanner » l'information que cherche le journaliste. Et ce pour la simple raison que les départements concernés refusent de la leur communiquer avec raison (« on ne peut pas à l'heure actuelle communiquer sur le sujet », disent-ils ; le responsable qui donnera son feu vert est occupé dans des réunions, des missions, etc. ; ou que la collecte des infos nécessite un temps qui n'est pas forcément celui du journaliste) ou sans raison. Mais aussi, les sources déclinent les demandes d'infos quand celles-ci ne concernent pas, ou ne concernent pas directement l'entité contactée ou quand l'info la concerne partiellement en partage avec d'autres entités. Il y a des domaines qui sont plus sensibles au refus d'informer que d'autres, essentiellement ceux qui sont sous tutelle, ou en partenariat avec le politique (les concessions et les gestions déléguées, les entreprises publiques et semi-publiques, les adjudicataires de marchés publics) ou que le sujet inspire une crainte de mettre en colère ou de compromettre le « Makhzen » qui s'incarne essentiellement dans l'esprit des gens dans le ministère tentacule et puissant de l'Intérieur et ses relents (Walis, gouverneurs, sociétés de développement local placés sous sa tutelle, etc.).

mise en esclavage étant prête à frapper à tout moment, le journaliste peut être dans une situation « dévalorisante » quand il se voit refuser « un papier » en invoquant la raison souvent gargarisé par les chefs à savoir « que l'article est vide et ne contient pas d'informations ».

La « source de préférence »¹ qu'affectionne le journaliste est l'oral. Quand elle est doublée de l'écrit, le journaliste serait comblé. L'un permet le détail, l'autre la relance. L'un permet l'interaction et l'interrogation, l'autre permet d'évacuer le doute, le malentendu et mécompréhension s'agissant du jargon propre au secteur dont relève le sujet d'article. Mais en l'absence de l'écrit, le journaliste ne s'en démorde pas. Au contraire, il est satisfait et satisfaisant. Il lui suffit de soustraire à sa source quelques infos de première main à même de lui permettre de meubler son article et lui donner une mouture qui le fera passer au contrôle du chef de rubrique. Par la suite, il mènera une recherche à part afin d'éviter de se « ridiculiser » face à ses pairs s'il vient à commettre des erreurs sur l'usage des termes, leur signification, leur écriture dans le cas des homophones et des homographes².

L'oral est également le préféré des sources quand l'on est dans la logique de l'information. L'écrit³ reste par contre leur favori dès que l'on soit dans la logique de la communication. Celle-ci étant celle qui met en valeur la source ou son donneur d'ordre quand il s'agit d'une agence de communication agissant comme sous traitant. Par contre, dans le cas de l'information à problème qui met en cause d'autres parties, les sources évitent l'écrit papier ou numérique de crainte de laisser une preuve qui, le cas échéant, pourrait-être retournée à leur encontre⁴. Les journalistes, ayant

¹ Nous retiendrons cette expression du journaliste avec qui nous nous sommes entretenus lors de notre préparation de ce travail selon le procédé de l'entretien non directif. Nous nous permettons, en dépit du fait que les méthodes de collecte de données par entretien ou questionnaire sont des méthodes qui focalisent sur l'anonymat, de signaler que le journaliste a exigé avant le démarrage de l'interview l'anonymat et à se comporter avec lui en tant que journaliste indépendant. Il craint les « représailles » de son groupe au cas où l'article une fois publiée se trouve, d'une manière ou d'une autre, entre les mains du top management. Ce qui réinsère le métier du journaliste dans un engrenage systémique qui lui fait perdre sa relative autonomie qu'avaient théorisée les théoriciens des « bureaucraties professionnelles » à l'opposé des « bureaucraties mécanistes » (Mintzberg, 1982: 337-374)

² Nous allons voir que ce sont là certaines des raisons qui donnent du fil à retordre aux sources et ouvrent leurs appétits pour des mises au point qui « humilient » davantage le journaliste face à ses chefs et ses collègues.

³ Il peut parfois assurer le journaliste d'une démarcation brillante au cas où ce dernier « tombe » sur un rapport en primeur et en exclusivité surtout que des rapports d'organismes internationaux sont édités en anglais, d'autres partiellement traduits en français, d'autres sont d'abord publiés en anglais avant d'être diffusés en français.

⁴ Sauf pour les sources impliquées dans un différend avec statut de plaidoyer comme pour les syndicats, les associations de défense de droits et les associations professionnelles. Ce qui en dit long sur le chemin sinueux et long qui reste à parcourir pour que le droit à l'information

fait l'expérience de volte-face de leurs sources, se prémunissent en procédant à des enregistrements audio à leur l'insu. Ce qui est certes une pratique déontologiquement prohibée, mais monnaie courante pour autant.

Le journaliste, faut-il le préciser, espère, en développant un sujet, en vérifiant une information, que la source s'exprime en « on ». Dans le cas où elle exige la non divulgation, les infos devraient restées en « off »¹. Etant donné que la hiérarchie n'est pas très enthousiaste à des informations estampillées par le cachet du secret source/journaliste, ou sous couvert d'anonymat, le professionnel de l'info se trouve contraint de chercher des personnes qui voudront s'exprimer à visage découvert sous peine de voir son papier mis hors circuit de publication ou au moins de se voir tirer l'oreille². Des sources, dans des cas, peuvent laisser couler des infos tout en demandant au journaliste de ne pas les publier de peur d'être reconnues par les parties prenantes à l'info. Face à cette situation, le journaliste adopte l'un des quatre comportements: publier en citant, publier sans citer, publier en citant d'autres sources confirmant et explicitant, ne pas publier. Les trois premiers comportements compromettants peuvent-être des choix délibérés du journaliste en vue de se démarquer de ses collègues à l'interne comme de ses collègues à l'externe³. Ils peuvent aussi être un choix contraint quand le professionnel de l'information se trouve dans la situation de ne pouvoir

constitutionnellement reconnu soit pratiquement institué. Mais il demeura toujours des zones d'ombre en la matière et jamais la transparence totale ne sera atteinte dans la mesure où le substrat même de toute relation est le déséquilibre. Toutes les théories de l'échange social l'ont démontré. Ce qui, si ces théories disent vraies, maintiendra l'information dans le statut d'une ressource dans un jeu à stratégie offensive-défensive- manipulatoire qui ne se réalise qu'en cultivant la non transparence.

¹ Ericsson conclut dans une étude à ce que les sources sont puissantes et peaufinent des stratégies pour éviter alternativement de divulguer l'information ou pour créer l'événement (Cité par Schlesinger et al. 1992: 78). Même si cet article traite de la question des sources en passant en revue les théories structuralistes et celles de la sociologie empirique, mais toujours dans une perspective macro sources/médias.

² Il y a des cas où le journaliste peut-être au contraire invité par les chefs à développer une information sous couvert d'anonymat quand il s'agit d'un scoop et de peur que le journal soit « grillé ». Les groupes de presse dont les journalistes ont été interviewés par la méthode de l'entretien directif sont le groupe Ecomédia qui éditent les quotidiens *Assabah* et l'*Economiste*, Le *Matin* pour le journal Le *Matin* et Massamédia pour le quotidien *El Massae*.

³ Le groupe Ecomédia a instauré des primes de rendement trimestrielles pour *Assabah* et tous les quatre mois pour l'*Economiste*. Ce qui est de nature à aiguïser la concurrence interne entre journalistes et partant à les porter à passer outre leurs engagements envers leurs sources. Le groupe Le *Matin*, quand à lui, a instauré une prime intégrée au salaire qui peut-être retiré chaque fois que la hiérarchie juge la production du journaliste en dessous de ses attentes. C'est justement ce retrait qui acculé un rédacteur en chef adjoint d'un journal hebdomadaire (*Ecoplus*), édité par le groupe avant d'être suspendu, à démissionner jugeant le non octroie de la prime comme une injustice vu les efforts et sacrifices qu'il fournit: chaque Mercredi, la veille du bouclage, il vient à 8 heures du matin pour ne quitter que jeudi matin.

fournir un papier de remplacement aussi intéressant que celui sur lequel il s'est engagé. Le prix à payer dans ce cas est la perte de sa source, mais seule dans la double hypothèse où cette dernière suit finement les papiers dont elle communique des infos et qu'elle prend effectivement la décision de rompre.

Logique du mendiant et tactiques de minimisation

En vue de se procurer de l'info, les journalistes sont obligés de passer par les faiseurs de l'info. Ils reconnaissent sans ambages leur dépendance¹ inévitable des sources. Et même la thèse de l'interdépendance qui vise à énoncer un certain équilibre dans la relation journaliste/source par l'hypothèse du besoin mutuelle n'est pas à proprement parler bien fondée dans ce cas d'espèce. Tout d'abord parce que en règle générale, toute relation imprimée par le seau de la continuité tend vers le déséquilibre. Ensuite, ce déséquilibre est à l'avantage de la source. Si l'on juge du côté du journaliste et au jour le jour, la fréquence des appels du journaliste vers sa source est, et de loin, supérieure à la fréquence des appels de la source envers le journaliste. Celui-ci est exposé à une relation de pouvoir asymétrique en faveur de celui-là car détenant les ressources dont il a besoin.

Si le journaliste passe des coups de fil à la source, c'est parce qu'il a intérêt à le faire de par la nature même de son métier² et de par le système « entreprise de presse » qui le met sous condition de production (Mathien, 1993: 63). Cette logique de « mendicité » se retrouve dissimulée par des rationalisations³ (Pareto cité par Boudon, 1990: 28-29, 399-400) propres aux journalistes comme le fait de se dire: « une source ne communique que

¹ Il n'y a qu'à méditer la phrase par laquelle le journaliste introduit sa conversation téléphonique avec sa source en l'occurrence « j'espère que je ne vous dérange pas » et qu'il ne ménage pas d'effort afin de laisser à la source le soin de choisir le timing de l'entretien téléphonique. Ce sont les contraintes rituelles et systémiques de la conversation téléphonique dont parle Goffman (Goffman, 1987: 19). Dans les circonstances d'urgence, le journaliste s'en explique à son contact: « vu le bouclage et l'urgence, pouvez-vous me donner quelques info à propos de... ». Les journalistes interviewés disent aussi que cette dépendance est consubstantielle à leur métier ; ils l'ont intériorisée comme contrainte car ce que « l'on vend à notre employeur, c'est notre portefeuille de sources », s'exprime un journaliste du groupe Le Matin. Mais en même temps, ce journaliste refuse le terme de dépendance et lui préfère celui des « aléas du métier » ; plus loin dans l'interview, il parle d'un terme qui évoque beaucoup plus la dépendance que le simple aléa du métier en disant « le journaliste est vulnérable par rapport à ses sources ».

² Des auteurs refusent à-priori la qualité de profession au métier de journaliste car le processus est en lui-même mouvant et en constante redéfinition (Bourdon, 1992: 56). Selon ce dernier, seule une action collective organisée (association, syndicats, etc.) et le principe de l'indépendance peuvent fonder la profession du journalisme.

³ Tous les journalistes que nous avons questionnés sortent cet argument visant à dire que le journaliste a besoin de la source, tout autant que la source a besoin du journaliste.

lorsque il a intérêt à communiquer ». Pourtant, même sous ce couvert, l'on sait très bien que c'est la personne qui prend l'initiative du contact qui est dans le besoin d'avoir ce que l'autre est bien disposé à lui donner. Et dans ce cas, il ne fait aucun doute que le journaliste est le demandeur. Par la suite, le journaliste, au fil des séquences conversationnelles, peut essayer de minimiser la dissymétrie de la relation ou la renverser en sa faveur. Chose qui ne peut se réaliser que par le déclenchement d'un processus de négociation. Processus qui ne peut-être enclenché que lorsque l'info objet du contact est polémique et fait intervenir des partenaires/adversaires de la source, ou lorsque à l'info filée le journaliste laisse, en contrepartie, entrevoir une offre au profit de la source consistant à faire passer des sujets le concernant ou de soulever des problématiques qui lui tiennent à cœur.

Dans cette optique de minimisation de la dépendance, des journalistes parlent des « échanges intéressés »¹ qu'ils distinguent des « échanges désintéressés » pour signifier cet intérêt de la source à communiquer afin de diffuser « un message à visée de lobbying ou d'influence » (Sigal, 1986: 22). Si l'échange est désintéressé, « pas mal de fois on est exposé au refus de la source. Afin d'écrire un papier sur les mesures fiscales du projet de la loi des finances par exemple, le gars peut vous demander de faire passer ses propos, pas au « kilomètre », mais en interview avec la photo du bonhomme. Ce qui le gratifie d'une certaine visibilité »². L'autre thèse que s'approprient les journalistes ne manque pas de relents psychologisant: la source, à partir du moment où il accepte de répondre, éprouve toujours un intérêt quelconque, sinon par rapport à des enjeux liés à l'information elle-même, du moins en termes d'une mise en valeur et d'une mise en avant par des citations qui y réfèrent et de gain psychologique que permet sa sollicitation, son écoute et la mise en écrit de ses infos et de ses idées, que ce soit pour « l'en off » ou « l'en on » (Tunstall, 1970: 43-44).

Afin de réellement minimiser cette dépendance, le journaliste n'est pas à court d'astuces: il fait sien la « diversification des sources et des sujets » doublée de l'astuce de « travailler son image de journaliste transparent et intègre ». La première, la diversification des sources, vise à rendre alter interchangeable. Cette visée est aussi l'objectif de la variation des sujets proposés au traitement. Ce qui permet au professionnel de l'info

¹ L'expression est de l'un des journalistes du quotidien L'Economiste.

² Plusieurs de nos interviewés ont eu la même idée exprimée différemment et qui consiste en un principe d'échange dans l'optique du don et contre don comme le fait de faire passer des informations promotionnelles pour le compte de la source sans qu'il y ait lieu de faire des recoupements car ladite information n'engage que la source: des projets de l'entité-source, le bilan de ses activités et ses réalisations de bienfaisance par exemple. En le faisant, l'on est mieux rassuré que la source ne déclinera pas notre demande d'information dans le futur.

de se trouver dans d'autres cercles de sources et lui permet en plus d'éviter de toujours puiser et épuiser les mêmes sources. C'est là une mise à l'épreuve du réalisme de cette proposition théorique développée par les théoriciens du pouvoir essentiellement ceux qui se placent dans **la perspective relationniste -en opposition à ceux qui défendent la perspective substantiviste-** (Friedberg, 1997: 124 6 Leca et Jobert, 1980: 1127-1128, 1147-1148) et qui consiste à dire que tant qu'un acteur (individuel, collectif, naturel ou institutionnel) n'entre pas en relation effective avec un autre acteur, ils ne peuvent-être dans la le rapport de pouvoir qui secrète inmanquablement une relation de dépendance, d'échange et de négociation. Se prémunir contre une grande fréquence de sollicitation de la même source passe par le développement de sources concurrentes et/ou complémentaires par rapport à la même sphère informationnelle (collectivités locales, ministères, secteurs économiques, administrations, partis politiques, syndicats, etc.) ou même changer de sphère¹ pour retrouver et se retrouver avec des sources différentes en genre.

La stratégie de jouer « l'intégrité et la transparence » rejoint, par d'autres voies, cette idée exprimée par Thomas Schelling dite du « pouvoir du faible » (Schelling, 1980: 39-46), celle qui joue la transparence à fond en dévoilant toutes les cartes à sa disposition. Ce qui accule le partenaire de relation à choisir entre la coopération ou la défection (Ou « l'exit » selon Hirschman, 1972: 15-52). Cette façon de faire est aussi monnaie courante dans l'univers journalistes/sources en particulier quand l'information met en question la source. Au cas cette dernière décroche son téléphone tout en refusant tout commentaire, le journaliste se contente de glisser dans son papier la célèbre formule: « contacté par [le nom du journal], un tel refuse de parler du sujet » ou cet autre formule quand la source ne décroche pas: « contacté par [le nom du journal], un tel reste injoignable ». Dans les deux cas, la formule dédouane le journal et le journaliste et les revêt d'une certaine déontologie qui consiste en un respect de la neutralité qui se manifeste principalement et pratiquement par le recoupement. L'on range sur ce registre de « la rationalité par valeur » pour paraphraser Max Weber (Weber, 1971) les cas précis où le journaliste joue le respect des engagements avec les sources en termes de laisser en off ce qui l'est, de divulguer sans ressourcer ce qui l'est, et de publier et citer ce qui s'y prête.

Le journaliste peut également se trouver dans une situation atypique que

¹ Toutefois, dans certains cas le journaliste peut, même en changeant de sphère informationnelle, se retrouver avec des sources transversales qui enjambent les sphères comme le cas de certains opérateurs économiques qui siègent dans le syndicat du patronat, dans les instances d'un parti politique, dans les fédérations professionnelles, dans le parlement, dans une commune, dans le Conseil d'Administration de la sécurité sociale, etc.

l'on peut incarner par l'exemple suivant qui nous a été fourni par un de nos interviewés: le PDG de Maroc télécom, opérateur marocain classique de télécommunication, refuse de donner au journal des informations et a généralisé ses instructions dans ce sens à tous les responsables de l'entreprise. Dans ce cas d'espèce, aucune source interne à l'entreprise, principale ou secondaire, ne peut-être d'aucun secours. Les conditions étant ainsi, un journal, de surcroît économique, ne peut se permettre de laisser passer un événement impliquant l'opérateur de crainte de perdre la face par rapport à la concurrence, à sa cible et par rapport même à sa raison d'être comme quotidien d'information. Le journaliste part alors chercher des infos sur le site internet de la firme, sur le site de la bourse, auprès de ses contacts dans cette dernière institution et d'autres institutions d'expertise et de consulting, et mêmes auprès de collègues journalistes accessibles aux sources de l'entreprise « récalcitrante ». Une autre éventualité qui s'ouvre au journaliste dans pareilles situations est le matraquage, « selon la terminologie » d'un professionnel de l'information qui se présente selon deux dimensions. Primo: lui chercher des sujets problématiques et les creuser¹. Secundo: piocher dans des registres qui l'établissent en tant que partie prenante² à une information polémique.

La stratégie du « matraquage » et celle « du respect de la parole donnée » visent du côté du journaliste de contraindre la source à retourner au « bercail » pour l'une et à le préserver contre la défection pour l'autre. Mais que faire quand la source est insatisfaite³ du produit final ? Il arrive, à vrai dire, qu'elle exprime,

¹ Le ministre de la pêche maritime du gouvernement marocain de 1997-2002, Said Chbaâtou avait lors d'une conférence de presse mis à la porte le journaliste de l'Economiste. En réaction à cette expulsion, L'Economiste a publié un dossier sur l'homme en accentuant à volonté ses ratages de point de vue professionnel et partisan.

² C'est ce qui a fait dire à Tunstall que la relation journaliste/source n'est pas un simple échange mais un échange inséré dans un champ d'interaction dont le pivot est le journaliste (Tunstall, 1971:185-186).

³ Les responsables des relations avec les médias que nous avons questionnés s'accordent à dire que l'insatisfaction peut résulter, non de ce que la source veut carrément que le contenu soit conforme à son désir, mais du fait que le journaliste enfreint la démarche professionnelle qui fait fi des contraintes qui pèsent sur les circuits internes à l'entreprise et qui canalisent et transportent l'information jusqu'à son atterrissage sur le bureau du responsable de la communication. Le journaliste est dans l'urgence d'avoir des infos, le responsable Com. est cadré par un autre principe: celui de ne laisser filer que des infos qui ne ternissent pas l'image de l'entreprise et qui ne mettent pas en cause sa compétitivité par la divulgation d'infos à la concurrence. La dimension temps n'a pas alors la même représentation. Autre critique faite aux journalistes: les journaux, tous types confondus, ne bénéficiant pas d'annonces publicitaires ont souvent cette réaction qui ne respecte qu'en apparence la neutralité à savoir verser dans des informations, des interprétations et commentaires qui laissent entendre une démarche pas trop éthique de l'entreprise. Et pour ainsi habiller le tout par un certain professionnalisme, « on nous contacte à la dernière minute avant le bouclage et glisser la formule canonique 'contacté par le journal, un tel reste injoignable ou refuse de répondre'. Ce qui revient à confondre l'éditorial et le publicitaire. A cela, il y a une autre raison objective: le

tantôt sur un mode amical, tantôt sur un mode furieux et virulent, que l'article trahit ses dires. D'autres fois, c'est bouche cousue. Il ne s'exprime même pas sur le sujet mais il cesse purement et simplement de répondre aux sollicitations du journaliste. La relation de coopération se trouve brisée.

Les voies du lobbying des sources

En vue de juguler l'insatisfaction, le journaliste engage des négociations visant à argumenter dans le sens que le papier ne trahit en rien la confiance de sa source en revenant sur les péripéties de ce qui a été dit, explicité et commenté. Objectif: démontrer qu'il reste fidèle, sinon à la lettre, du moins à l'esprit des informations communiquées. Le partenaire de la relation sort également son artillerie en vue de défendre son constat d'un papier qui fait dire à la source ce qu'elle n'a pas dit. Au cas où chacun campe sur sa position, une deuxième étape de négociation, complémentaire ou alternative, suit et qui consiste à mettre à l'aise la source par rapport à la coopération à venir et qui fait de la précision du propos, de son contenu et de sa forme finale son leitmotiv¹ quitte à envoyer le papier à la source avant sa publication pour lecture et suggestion d'amendement. Chose que les sources demandent souvent. Si les protagonistes n'arrivent pas à trouver un juste milieu, et qu'aucun ne veut concéder, il est demandé à la source d'envoyer une mise au point, dernier rempart contre la rupture.

Les mises au point servent souvent à mettre à l'aise la source et à se rattraper par rapport à une information qu'elle juge défailante. Il y a des journalistes qui les voient comme négativement portant atteinte à leur compétence² quand elles soulignent une mécompréhension, une ignorance, un usage erroné d'un concept, un texte qui ne colle pas à son contexte, ou tout simplement lorsque les mises au point recadrent et reprécisent l'information. Un second type de mises au point, non attentatoire aux compétences du

journalisme, par la limitation de l'espace informationnel, est contraint à un sacro-saint principe qui est celui de la sélection, parmi les infos collectées, de celles qui meubleront « l'attaque », celles qui seront reléguées au corps de l'article et celles qui serviront à chuter. Rien qu'en actionnant ce principe, le journaliste peut faire mal à sa source.

¹ Ce modus operandi est aussi à relever chez les sources d'information mais sous un autre angle, celui de l'échelle de préférence des journalistes à qui l'on file l'information: en premier lieu « la valeur du journal » mesuré d'abord et avant tout par sa crédibilité, et en second lieu le journaliste. Pour se constituer une idée sur la crédibilité du journal, la source n'a pas besoin d'indices chiffrés, mais elle y croit sur la fois des autres, pour reprendre la célèbre et vieille idée de Tocqueville et en juge aussi sur sa cible et son lectorat. Le critère du choix du journaliste n'est rien d'autres que celui qui « me garantira une publication selon ce que l'on a convenu ensemble ».

² Les journaux ayant été certifiés en terme de qualité évaluent contrairement positivement les réactions des sources que ce soit par mise au point, erratum ou précision.

journaliste, est celui qui n'évoque pas ces défauts. Mais au contraire mettent à contribution d'autres alibis: la négation pure et dure d'avoir donné de l'information, et/ou des déclarations et/ou des interprétations¹. Le professionnel de l'info dans ces hypothèses a le bénéfice de la solidarité du corps et des chefs. Il faut mentionner des cas où des sources ménagent des susceptibilités, en dépit de leur insatisfaction par rapport à l'information publiée et même dans des cas de lacunes et de fautes objectives sur le contenu informationnel, et préfèrent ne pas aller jusqu'à ce cas extrême d'une mise au point et préfèrent un traitement à « l'amiable ». Ce qui prend la forme d'un communiqué de presse, d'une enquête ou d'un article sur le même sujet quelque temps après. Technique dont le montage est laissé au soin du binôme journaliste/source. Ce qui nous met ici sur la piste d'une complicité source/journaliste dont les dessous ne parviennent pas aux responsables de la rédaction. Chose qui crée à la longue un monde autonome et parallèle qui s'intercale entre la presse, en générale, et le monde économico-politique ; et qui évolue vers la connivence et la manipulation de part et d'autre.

Le droit de réponse est cette autre technique juridique qu'actionnent parfois les sources qui n'ont pas été consultées par rapport à une information qui les implique et qui en plus leur fait grief. Mais souvent, les journaux accompagnent sa publication de « ripostes » qui s'assimilent à « un droit de réponse à un droit de réponse » ou procèdent à sa publication amputée dans la mesure où le droit de réponse prend place dans le même espace que l'article visé par la réponse et dans les mêmes dimensions. Ce qui rend furieux les sources contre une façon de faire qui vide leurs ajustements du sens et les expose au doute auprès du lecteur. Ce qui atteste encore une fois, que le rapport des partenaires-adversaires n'est pas la copie conforme des idéaux de coopérations altruiste déagée de toute mise à profit.

Le produit final qui se livre sur les pages des « canards » n'est pas uniquement une fabrication du journaliste ayant été idéalement accomplie selon les principes de la profession². Les patrons de la presse privée ou partisane s'y immiscent aussi. Et ce de deux manières. En amont, en

¹ Le problème du refus des interprétations reste fréquent, les mêmes mots ne couvrent pas toujours les mêmes choses: « Il est frappant de voir que souvent en utilisant les mêmes mots, on ne parle pas de la même chose, et que les termes de communication et d'interaction sont par excellence le lieu des malentendus conceptuels. Mais il ne semble pas que ce soit le désaccord conceptuel qui soit ici primordial » (Conein, 1988: 10).

² Il ne faut peut-être pas s'en tenir à un respect scrupuleux de la déontologie par les journaliste en l'absence de pré-requis comme l'a suggérés la charte européenne élaborée à Munich en 1971 qui dispose dans son préambule après les avoir énoncés « Mais ces devoirs ne peuvent être effectivement respectés dans l'exercice de la profession de journaliste que si les conditions concrètes de l'indépendance et de la dignité professionnelle sont réalisées » cité par Yves Lorelle (Lorelle, 1992: 101).

demandant à ce que tous les papiers, qui touchent à des entreprises nommément indiquées ou à des institutions chapeautées par des personnes précises, aient avant leur publication le visa de la direction générale¹. D'ailleurs, le directeur général ou son adjoint se trouve en plus investi de la fonction de directeur de publication et sollicite parfois à viser des papiers « sensibles » dont le rédacteur en chef a des doutes sur leur opportunité à parvenir au lecteur². Cette distillation des articles est dictée par l'argent: il ne faut pas fâcher les annonceurs de peur de fermer le robinet de la publicité. Les secteurs économiques et politiques usent de cette arme pour faire plier les plumes récalcitrantes³. Avec le temps, le journaliste intériorise les interdictions et s'autocensure lui-même. Encore que l'une n'exclut pas l'autre, le copinage des patrons est aussi un obstacle à informer l'opinion publique.

¹ C'est là une forme de sujétion qui fait partie des pièges qui guettent le métier du journaliste (Mathien, 1993, p.72)

² Le groupe le Matin par exemple ne peut pas dire du mal des trois opérateurs télécom même en toute objectivité. Nous faisons, par exemple, allusion ici à des contre-performances chiffrées qui ressortent de résultats annuels. Et même si on le fait, il faut choisir ses mots et ne pas le dire de façon crue. A ces trois entreprises, s'ajoutent aussi les filiales de la SNI (Société nationale d'investissement) dont le principal actionnaire est Siger qui est une holding royale comme Attijariwafa Bank (finances), Marjane (distribution), Lafarge (matériaux de construction), Onapar (immobilier), Nareva (Energie), Inwi (Télécommunication), etc. Mais aussi d'autres institutions privées (Banque Marocaines de Commerce Extérieur) ou publiques (Caisse de Dépôt et de Gestion, Office Nationale d'Electricité, etc.). A L'Economiste également, cette pratique n'est pas absente. A la parution d'un papier qui compare la Mercedes 240 en usage dans les grands taxis au Maroc et la Lodgy promue à remplacer la 240 par les pouvoirs publics -en octroyant aux personnes qui prennent l'initiative 80.000 DH de subvention-, et qui conclut, pourtant, sur la bouche des experts à l'efficacité et à l'efficacités de la première sur la seconde, le journaliste s'est vu blâmer par la directrice de publication et le DG adjoint. La raison invoquée est que le groupe Renault est un grand annonceur qu'il ne faut pas mettre en colère.

³ Un incident pareil a eu lieu contre le quotidien arabophone « *Akhbar Alyoum* » qui a osé publier, suite à une conférence de presse sur le projet de la loi des finances pour l'année 2016 tenue par le ministre en charge des Finances, un éditorial et un article sur ce que le journal a appelé une usurpation des attributions du chef du gouvernement orchestrée par ledit ministre et le ministre de l'Agriculture, tous deux du même parti (Rassemblement National des Indépendants), en matière de la gestion et de l'ordonnancement du Fonds pour le développement du monde rural doté de 55,8 milliards de DH sur sept ans. Le chef du gouvernement a fait savoir lors d'un conseil de gouvernement qu'il n'a pas été consulté, ni n'a été mis au courant de la disposition glissée dans le projet de la loi des finances plaçant ce Fonds sous la tutelle du ministre de l'Agriculture. Les deux ministres ont attaqué en justice le quotidien. Autre mesure: la Sonacos (Société nationale de commercialisation de semences) sous l'égide du ministère de tutelle a décidé de retirer les commandes d'espaces publicitaires auprès d'*Akhbar Alyoum*.

Références bibliographiques:

- Bernard Conein, (1988), «De quelques formes de l'interaction dans la conversation téléphonique », *Réseaux*, 6 (29): 7-32.
- Boudon Raymond, (1990), *L'art de se persuader*, Éditions Fayard, Paris.
- Crozier Michel, (1964), *Le phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris.
- Crozier Michel et Friedberg Ehrard, (1977), *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, collection « Point essai », Paris.
- Friedberg Erhard, (1997), *Le pouvoir et la règle*, Éditions du Seuil, collection « Point essai », Paris.
- Goffman Ernest, (1981, 1987), *Façons de parler*, traduit de l'américain par Alain Kihm, Éditions de Minuit, Paris.
- Hall Stuart et al., (1978), *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, Macmillan, London.
- Hirschman Albert Otto, (1970, 1995), *Défection et prise de parole*, traduit de l'anglais par Claude Besseyrias, Éditions Fayard, Paris.
- Jérôme Bourdon, (1992), « Une identité professionnelle à éclipses », *Politix*, 5(19): 56-66.
- Leca Jean et Jobet Bruno, (1980), « Le dépérissement de l'Etat », *Revue française de science politique*, 30 (6): 1125-1170.
- Mercier Arnaud (dir.) (2009), *Présentation générale. Regard sociologique sur le métier et regard critique sur ses pratiques. Le Journalisme*, Éditions du CNRS, Paris.
- Mathien Michel, (1993), « De la raison d'être du journaliste », *Communication et langages*, 98: 62-75.
- Mintzberge Henry, (1979, 1982), *Structure et dynamique des organisations*, traduit de l'américain par Pierre Romelaer, Éditions d'Organisation, Paris.
- Mostefaoui Belkacem, (1992), « Professionnalisation et autonomie des Journalistes au Maghreb. Eléments de mise en situation des actions et conflits », *Réseaux*, 10 (51): 55-66.
- Schelling Tomas, (1960, 1986), *Stratégie du conflit*, traduit de l'anglais par Raymond Manicacci, Éditions PUF, Paris.
- Schlesinger Paul, (1992), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, 10 (51): 75-98.

- Sigal, L.V., (1986), « Who? Sources Make the News », in R.K. Manoff and M. Schudson (eds), *Reading the News*, Pantheon Books, New York.
- Spire Antoine, (1983), « Le pouvoir du journalisme », *Communication et langages*, 55: 110-122.
- Taylor Frederick Winslow, (1957), *La direction scientifique des entreprises*, Dunod, Paris.
- Tunstall Jeremy, (1970), *The Westminster Lobby Correspondents: A Sociological Study of National Political Journalism*, Routledge et Kegan Paul, London,
- Tunstall Jeremy, (1971), *Journalists at Work: Specialist Correspondents, their News Organizations, News Sources and Competitor-colleagues*, Constable, London.
- Yves Lorelle, (1992), « La déontologie du journalisme va-t-elle à la dérive ? », *Communication et langages*, 94: 100-116.

RIVAGES

Revue des Sciences Humaines

Conditions de publication

-*Rivages* est une revue scientifique à comité de lecture et publie des travaux de recherche qui entrent dans le champ des sciences humaines.

-La revue est semestrielle.

-La revue publie des études et des recherches originales non encore publiées ou soumises à publication.

-Les travaux à publier sont soumis aux conditions de la recherche scientifique reconnue en termes de documentation et de citations des sources utilisées.

-Les contenus des textes publiés dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

-Les travaux soumis sont à déposer en deux copies, l'une en version imprimée et l'autre en version électronique.

-Les contributions suivent les normes techniques suivantes: en arabe, police 14 Sakkal majalla et en latin, police 11 en Times New Roman. Les notes de bas de page seront en police 10 Times New Roman.

- le nombre de pages ne doit pas excéder 20 pages par article.

-Le chercheur mentionne, sous le titre de son travail, son nom, le nom de sa structure de recherche et de son institution d'appartenance.

-Le chercheur présente deux résumés de sa recherche, respectivement dans sa langue de travail et dans une autre langue.

-Les travaux sont soumis à évaluation et l'auteur s'engage à apporter les amendements demandés au plus tard 15 jours après réception du rapport des évaluateurs.

-La revue se réserve le droit de publier ou de ne pas les publier les travaux qui lui sont soumis et ceux qui ne sont pas publiés ne seront pas rendus à leurs auteurs.

-La revue se réserve le droit d'auteur et le droit de re-publier, sous format papier ou électronique, tous les articles soumis et publiés.

-Les travaux soumis ne devront violer aucun droit d'auteur ni aucun autre droit de propriété d'une tierce partie.

RIVAGES

Revue des Sciences Humaines

N° 2-2017

Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Université Cadi Ayyad
Marrakech
Maroc

SOMMAIRE

Abderrahim BENALI

Avant-propos 5

Mohammed Maouhoub (pour le comité de rédaction)

Prologue 6

Kenza ABDELOUAFI, Abderrahim BENALI, Ouafae DOUKKALI & Samira EL BAH

Etude de l'évolution du ravinement au niveau du bassin versant
d'oued El Mellah « Cas du microbassin de Sidi Sbaâ et Moualine
El Oued» 12

Driss AIT LHO

Identité Ethnolinguistique et réorganisation territoriale au Maroc..... 28

Ali Jaafary

Le métier du journaliste, un bricolage à dosage variable 41

Le métier du journaliste, un bricolage à dosage variable

Ali JAAFARY

Université Cadi AYYAD-Marrakech

ملخص:

نطرح في هذه المساهمة سؤالاً بسيطاً: ماهي صيغة الفعل التي يتبناها الصحفي لكي يلتزم طريقاً ما بين إكراهات الديونتولوجيا، ثقل السلطة الهرمية بالمؤسسة الصحفية و إرضاء مصادر هبغية الحفاظ عليها ؟ في واقع الأمر، ينتهج الصحفي براجماتية تلتزم توازناً صعباً ما بين الديونتولوجيا و التواطؤ. هدفه من ذلك تحقيق الإنتاجية و الحفاظ على مصادر الخبر.

كلمات مفتاح: صحفي، مصادر، ديونتولوجيا، تبعية، استراتيجية.

Le rapport entre le journaliste et les sources n'est ni gratuit ni monotone. Il n'est pas gratuit par le simple fait que la source tantôt file l'info, tantôt la retient, parfois même la communique à la concurrence¹. Il n'est pas, non plus, monotone car fait des hauts et des bas que recèle toute relation investie de par le temps par la « coopération conflictuelle » (Friedberg, 1997: 134-140). Qui a besoin de l'autre - si la question peut-être posée dans ces termes - ? À vrai dire, le monde politico-économique a besoin de la presse pour se faire connaître et le monde des journalistes a besoin du premier pour avoir du travail. Le premier a donc déjà sa matière de production qu'il puise sous d'autres cieux et sur d'autres terrains et n'a besoin des médias que pour s'arroger une visibilité, écouler des stratégies et livrer des combats. Le second par contre dépend du premier pour avoir même sa matière première et sa raison d'être. Dès la ligne de départ, le journaliste et la source ne sont pas rassurés de l'égalité du potentiel.

Ali Jafry, Faculté des lettres et Sciences Humaines, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc ; Gsm: +212662246117 ; Mail: alijafryali@gmail.com

¹ Au-delà de cette fonction des sources de communiquer l'information, Hall les couvrent de la qualité des « premiers définisseurs des thèmes » dont la définition s'imposera mêmes aux contre-définitions. (Hall, 1978: 58).

صفاء

مجلة العلوم الإنسانية

العدد الثاني - 2017

إصدار كلية الآداب والعلوم الإنسانية
جامعة القاضي عياض - مراكش - المغرب

شروط النشر

- مجلة ضفاف مجلة علمية محكمة تعنى بنشر الأبحاث والأعمال التي تدخل في مجال العلوم الإنسانية.
- مجلة فصلية.
- تنشر المجلة مقالات ودراسات وأبحاثاً أصلية لم يسبق نشرها ولا تقديمها للنشر.
- تخضع الأعمال المقترحة للنشر لشروط البحث العلمي المتعارف عليها من حيث التوثيق وذكر المصادر والمراجع المعتمدة.
- تعبر الأبحاث المنشورة بالمجلة عن آراء أصحابها.
- تقدم الأبحاث في نسخة مطبوعة ونسخة إلكترونية.
- تلتزم المقالات بالمعايير التقنية للنشر بالمجلة، فتكتب المقالات العربية بخط 14 Sakkal majalla والمقالات بالحرف اللاتيني بخط 11 Times New Roman.
- تكتب الهوامش أسفل الصفحة بخط 10 Times New Roman.
- ينبغي ألا تزيد صفحات البحث عن 20 صفحة..
- يذكر الباحث اسمه واسم بنية البحث والجامعة-المؤسسة التي ينتمي إليها في الصفحة الأولى.
- يقدم الباحث ملخصاً لبحثه مستقلاً عن المقال.
- يكتب ملخص للبحث بلغة غير اللغة التي كتب بها.
- تخضع المقالات والبحوث المقدمة للمجلة للتحكيم، ويلتزم الباحث بإجراء التعديلات التي يقترحها المحكمون في أجل أقصاه 15 يوماً بعد توصله بها.
- تحتفظ المجلة بحقها في عدم نشر أي بحث لا يستجيب لشروطها.
- لا ترد الأبحاث إلى أصحابها نشرت أو لم تنشر.
- تحتفظ المجلة بحقوق التأليف وإعادة النشر الورقي أو الإلكتروني للمقالات المنشورة بها.
- المقالات المقدمة للنشر لا يجب أن تنتهك حقوق مؤلفين أو ملكية أطراف آخرين.

ضفان

مجلة العلوم الإنسانية

مجلة 'ضفان' كلية الآداب والعلوم الإنسانية بمراكش

ضفاف

مجلة علمية محكمة

العدد الثاني - 2017

مجلة فصلية علمية ومحكمة تصدرها كلية الآداب والعلوم الإنسانية
بجامعة القاضي عياض - مراكش - المغرب

المدير : عميد كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالنيابة
عبد الرحيم بنعلي

المنسق العام : جمال راشق

اللجنة العلمية

السيدات والسادة الأساتذة:

GRAVARI BARBAS Maria, IREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, **ELLOUMI Mohamed**, INRAT, Tunisie, **LAOUINA Abdellah**, CERGéo, Université Mohamed V Rabat, **DEBARBIEUX Bernard**, Université de Genève, Suisse, **NAVARRO PALAZON Julio**, Escuela de Estudios Arabes des Granada, CSIC, Espagne, **SKOUNTI Ahmed**, Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, Rabat, **GIRAUT Frédéric**, Département de Géographie, Université de Genève, Suisse, **HERNANDEZ ARMENTEROS Salvador**, Universidad de Granada, Espagne, **BOUBRIK Rahal**, Département de Sociologie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V de Rabat, **TOZY Mohamed**, UMRVIP et Sciences po, Aix en Provence, France, **PULVAR Olivier**, Université Antilles-Guyane, Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe – CNRS UMR 8053, **HILLALI Mimoun**, Institut Supérieur International de Tourisme, Tanger, Maroc, **PERALDI Michel**, directeur de recherche au CNRS et Centre Jacques Berque pour le développement des Sciences Sociales à Rabat (Maroc), **BOUMAZA Nadir**, Université Pierre MENDES France- Grenoble 2, **LANDEL Pierre – Antoine**, CERMOSEM, UJF, Mirabel – France, **PECQUEUR Bernard**, Institut de Géographie Alpine, PACTE (UMR CNRS 5194 – Université J. Fourier, Grenoble – France), **GEOFFROY Marc**, CNRS (Paris - France).

لجنة التحرير

السيدات والسادة الأساتذة

ثريا بركان- جمال راشق- خديجة الزاهي- سعيد بوجروف- عبد الرحيم بنعلي- عبد الله القرطبي
محمد رابطة الدين- محمد موهوب- مصطفى لعريضة

عناوين التواصل

كلية الآداب والعلوم الإنسانية، صندوق بريد 3737
أمرشيش - 40000 مراكش - المغرب
الهاتف : 00212524302742 الفاكس : 00212524302039
البريد الإلكتروني : revueflm@gmail.com الموقع : www.flm.ucam.ma

الإيداع القانوني: 2018PE0010

ردمدم: 2605-6410

لوحة الغلاف للفنان ماحي بنبين

تعبر المقالات عن آراء أصحابها فقط

ضفاف

مجلة علمية محكمة

